

Cote du document: EB 2011/104/R.38  
Point de l'ordre du jour: 11 b)  
Date: 1<sup>er</sup> décembre 2011  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet dons au secteur privé en faveur de Mali Biocarburant SA**

### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

##### **Andrea Serpagli**

Chargé de programme de pays et  
coordonnateur de l'Initiative pour la  
commercialisation du manioc  
téléphone: +39 06 5459 2859  
courriel: a.serpagli@ifad.org

#### Transmission des documents:

##### **Kelly Feenan**

Chef du Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2058  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quatrième session  
Rome, 12-14 décembre 2011

---

Pour: **Approbation**

## **Table des matières**

Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

### **Annexe**

Accroître les revenus des agriculteurs et mettre en place des filets de protection tout en garantissant l’approvisionnement énergétique local en Afrique de l’Ouest	3
---	---

### **Appendice**

Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	
--	--

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet dons au secteur privé, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

## Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet dons au secteur privé en faveur de Mali Biocarburant SA

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant la proposition de don à l'entité du secteur privé Mali Biocarburant SA d'un montant de 500 000 USD.

### Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui à l'entité du secteur privé Mali Biocarburant SA (MBSA).
2. Le programme qui sera financé grâce au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport.
3. Les objectifs et la teneur de ce programme sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du Fonds ainsi qu'à la Politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons (EB 2009/98/R.9/Rev.1).
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes, ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: a) la promotion d'activités novatrices et la mise au point de technologies et de méthodes innovantes à l'appui du groupe cible du FIDA; b) la promotion par le groupe cible, ou en son nom, d'activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques concernant des questions qui revêtent de l'importance pour les populations rurales pauvres; c) le renforcement des capacités des institutions partenaires afin qu'elles assurent toute une gamme de services d'appui aux ruraux pauvres; et d) la promotion de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information sur les questions liées à la réduction de la pauvreté rurale auprès des parties prenantes, au sein des régions et entre elles.
6. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux résultats de la politique révisée. La proposition appuie directement le résultat a) de la politique révisée: promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; il est également conforme à l'objectif 1 du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015: une base de ressources naturelles et d'actifs économiques à l'intention des populations rurales pauvres, femmes et hommes, plus résistante au changement climatique, à la dégradation de l'environnement et à la transformation des marchés.

## Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme Accroître les revenus des agriculteurs et mettre en place des filets de protection tout en garantissant l'approvisionnement énergétique local en Afrique de l'Ouest, accordera un don ne dépassant pas cinq cent mille dollars des États-Unis (500 000 USD) à Mali Biocarburant SA (MBSA) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# **Accroître les revenus des agriculteurs et mettre en place des filets de protection tout en garantissant l'approvisionnement énergétique local en Afrique de l'Ouest**

## **I. Contexte**

1. En Afrique de l'Ouest, la sécurité alimentaire des zones sahéliennes et de la savane nord-guinéenne, qui subissent de front l'impact du changement climatique dans la région, dépend de plus en plus d'une diversification des systèmes de production capable de garantir aux petits exploitants agricoles sécurité alimentaire et revenus en espèces. Cependant, les options offertes par les cultures commerciales sont limitées, compte tenu notamment des distances à couvrir pour atteindre les marchés et de la mauvaise qualité de l'infrastructure de transport. D'où la nécessité d'approches innovantes. Depuis 2007, Mali Biocarburant SA (MBSA) – coentreprise dont les principaux actionnaires sont l'Institut royal tropical des Pays-Bas, le Fonds de pension des chemins de fer néerlandais, l'Union des agriculteurs maliens ainsi que deux sociétés du secteur privé (Power Pack Plus et Interagro Malian Transport) – a entrepris d'élaborer une approche axée sur les petites exploitations et visant à améliorer l'accès des bénéficiaires à l'alimentation et aux revenus en s'appuyant sur des formes de production innovantes, qui se réfèrent à des modèles d'agroforesterie associant des cultures traditionnelles de la région comme les céréales (sorgho à sucre et maïs) et les arbres (jatropha). Le recours à des formes nouvelles d'agroforesterie donnera les résultats suivants: i) l'amélioration des rendements céréaliers grâce à la réduction de l'érosion des sols et à une meilleure rétention des eaux de surface et des nappes phréatiques, parallèlement à un volume plus important de sous-produits (tiges de sorgho et de maïs) destinés à l'alimentation animale; ii) la disponibilité de nouveaux produits, tels que les noix de jatropha, pour lesquels il existe déjà une demande stable sur les marchés locaux et dont on peut tirer plusieurs sous-produits de transformation, qu'il s'agisse des engrais, des aliments pour animaux, du biodiesel ou de la glycérine; iii) la possibilité d'obtenir un supplément de revenu provenant de la vente de crédits carbone obtenus grâce à la culture du jatropha dans de petites unités de production agricole. Afin de tirer le meilleur parti des potentiels auxiliaires offerts par cette expérience, MBSA a également mis sur pied, au Mali, une usine aujourd'hui pleinement opérationnelle de transformation de biocarburants, tandis qu'elle en construit une autre au Burkina Faso; MBSA a par ailleurs conclu des contrats d'approvisionnement avec des sociétés maliennes pour l'écoulement de sa production de biodiesel.
2. MBSA a d'ores et déjà entrepris de faire appliquer ses formes innovantes de production par quelque 11 000 agriculteurs du Burkina Faso et du Mali.
3. Dans le cadre du développement de sa démarche d'offre axée sur les petits agriculteurs, MBSA a travaillé avec les organisations paysannes et des instituts de recherche d'Afrique de l'Ouest afin d'introduire des variétés de sorgho et de maïs – les deux principales cultures vivrières – améliorées et résistantes à la sécheresse, tout en évaluant l'impact économique, environnemental et social des différentes approches de cultures intercalaires afin d'optimiser la production, par les petits exploitants, de cultures tant vivrières que commerciales. À cette fin, des partenariats ont également été établis avec des opérateurs privés. En outre, MBSA aide les petits exploitants à accéder au marché des crédits d'émission de carbone, qui représente pour eux une source supplémentaire de revenus.
4. Le large éventail d'activités déployées à l'appui de l'organisation des petits exploitants et du renforcement de leurs capacités, de la recherche et de la vulgarisation agricoles, de la technologie et des ramifications en matière

d'innovation et d'expansion, ainsi que d'accès au marché des crédits d'émissions de carbone, déborde largement l'activité principale de MBSA, à savoir la production de biocarburants, et contribue à générer un nombre important de biens publics qui profitent aux agriculteurs et aux communautés rurales à l'échelon local. C'est pourquoi, afin de veiller à ce que ces biens publics soient également mis à la disposition des petits exploitants agricoles qui ne sont pas fournisseurs de MBSA, et de favoriser une base de financement élargie des activités présentant un potentiel de biens publics, MBSA a créé en 2010 les fondations Mali Biocarburant et Faso Biocarburant. Prenant acte de l'intérêt manifesté par les organisations paysannes de Côte d'Ivoire, de Guinée et du Sénégal, MBSA compte également mettre sur pied des fondations dans ces pays.

5. MBSA, qui a été en contact avec des projets financés par le FIDA dans les secteurs déjà opérationnels de même que dans les secteurs proposés, a constaté la cohérence des objectifs pour ce qui a trait à l'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants par le biais de partenariats public-privé viables. Il convient toutefois de prendre en compte l'importance des coûts liés à l'apport d'un appui aux petits exploitants pour qu'ils s'organisent de façon efficace, qu'ils se familiarisent avec les options et les innovations en matière de filières et de ramification des activités, mais aussi pour qu'ils acquièrent des compétences commerciales et des aptitudes à la planification au niveau requis pour que l'on puisse soutenir leurs activités dans le cadre d'un mécanisme de partenariat public-privé. C'est pourquoi l'octroi d'un don est proposé à l'appui d'une Unité régionale de développement des partenariats (URDP) en vue d'accélérer la création et le regroupement de fondations dans les cinq pays cibles (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali et Sénégal), en liaison avec les projets nationaux financés par le FIDA et avec d'autres partenaires techniques et financiers.
6. Il s'ensuit que la meilleure façon de promouvoir les intérêts des petits exploitants agricoles du Mali et du Burkina Faso consiste à reproduire à plus grande échelle l'expérience de MBSA, afin qu'ils puissent bénéficier des améliorations apportées à la production vivrière et à la production de biocarburants ainsi que de l'accès au marché des crédits d'émissions de carbone. De plus, le don prend toute sa signification dans le contexte de l'accapement de terres à grande échelle en vue de l'implantation de cultures orientées vers la production de biocarburants, dans la mesure où il pourra aider à faire la démonstration d'approches alternatives qui bénéficieront directement aux petits exploitants et à leurs organisations, au lieu de les aliéner.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

### **Lien avec les résultats de la Politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons et avec les priorités institutionnelles**

7. La proposition s'inscrit dans le droit fil du résultat a) de la Politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons: promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; elle appuie également le premier objectif du Cadre stratégique du FIDA: une base de ressources naturelles et d'actifs économiques à l'intention des populations rurales pauvres, femmes et hommes, plus résistante au changement climatique, à la dégradation de l'environnement et à la transformation des marchés.
8. MBSA a participé à la Consultation internationale sur le développement du jatropha en faveur des pauvres, organisée par le FIDA et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en avril 2008 à Rome, et a également collaboré avec l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) au Mali pour introduire et tester de nouvelles variétés de jatropha et de sorgho à sucre dans le cadre des activités financées par un don en faveur de la recherche (Programme de mise en relation des pauvres avec

les marchés mondiaux: développement au profit des pauvres des filières de biocarburants) appuyée par le FIDA et exécutée par l'ICRISAT.

### **Contribution au plan de travail stratégique par division (pour les dons mondiaux/régionaux)**

9. Le plan de travail stratégique par division pour l'année 2011 fixe comme priorité l'élaboration de solutions locales en matière d'énergie rurale et d'exploration des options et des risques que présente la production de biocarburants par les petits exploitants. Le programme proposé met l'accent sur la priorité numéro 7, à savoir la production locale d'énergie renouvelable pour les communautés rurales, en intégration avec les systèmes agricoles.

### **Justification du programme, du financement sous forme de don et de la sélection d'un organisme d'exécution**

10. Les efforts en matière de développement dans les zones sahéniennes et de la savane nord-guinéenne d'Afrique de l'Ouest sont de plus en plus guidés par la recherche de systèmes diversifiés d'agriculture et de production permettant aux petits exploitants agricoles de cette région d'Afrique de parvenir à la sécurité alimentaire et d'améliorer leurs revenus. Cependant, les options offertes par les cultures commerciales sont limitées, notamment dans le contexte des pays ciblés par le présent don, où les distances à couvrir pour parvenir aux marchés sont grandes et les coûts de transport très élevés. MBSA a néanmoins démontré qu'il est en mesure d'augmenter aussi bien la disponibilité de nourriture que les occasions de gains pour les petits exploitants agricoles du Mali, en introduisant de nouveaux systèmes culturels et en recherchant des sources de revenus offrant une alternative à la production vivrière - telles que les biocarburants, le savon, les intrants d'aliments pour animaux ou les crédits carbone.
11. La principale justification de l'apport de fonds du FIDA pour la réalisation des investissements initiaux nécessaires au développement d'un modèle culturel alternatif et d'un secteur viable de production de biocarburants – notamment grâce au renforcement des organisations paysannes – tient au fait qu'il est essentiel de créer, par le biais des fondations nationales, le socle nécessaire à l'introduction et à la démonstration des nouveaux systèmes proposés aux bénéficiaires dans les cinq pays ciblés. S'il est vrai que MBSA a déjà amorcé ce processus dans deux pays en utilisant ses propres fonds, cette démarche comporte le risque que les investissements initiaux ne soient pas recouverts une fois le cycle achevé: en effet, les agriculteurs ont la faculté – qu'ils conserveront à l'avenir – de vendre au plus offrant les récoltes obtenues à travers la nouvelle approche (y compris les noix de jatropha). Or, un tiers acheteur serait mieux placé pour payer les noix un prix plus élevé, tout simplement parce qu'il n'aurait pas, comme MBSA, à recouvrer ses investissements initiaux. En outre, comme nous l'avons observé ci-dessus, il est prévu que les activités des fondations se poursuivront afin de générer des biens publics importants, activités qu'il est difficile de maintenir durablement dans le cadre d'un financement à intérêt.

## **III. Le programme proposé**

12. Le but général du programme est de renforcer les revenus et les mécanismes de protection des agriculteurs tout en procurant un approvisionnement énergétique d'origine locale en Afrique de l'Ouest.
13. Les objectifs du programme sont les suivants:
  - introduire des systèmes diversifiés d'agriculture et de production durables visant à atteindre une meilleure sécurité alimentaire et à offrir de nouvelles possibilités de revenus aux petits agriculteurs;

- garantir un approvisionnement énergétique d'origine locale en Afrique de l'Ouest grâce à la production de biocarburants par les communautés qui cultivent la noix de jatropha;
  - renforcer, par le biais de l'URDP, les fondations existantes au Burkina Faso et au Mali, et mettre sur pied trois nouvelles fondations nationales dans le but de consolider la capacité des petits exploitants à intégrer le jatropha à leurs systèmes culturels, et aider les cinq fondations ainsi constituées à obtenir un financement par le biais de projets financés par le FIDA et d'autres sources du secteur privé;
  - encourager des systèmes durables d'agroforesterie afin de réduire l'érosion des sols et d'en améliorer la fertilité, d'augmenter le taux d'infiltration des eaux et d'accroître, si possible de 20%, les rendements des cultures vivrières traditionnelles;
  - accroître les revenus escomptés en produisant des crédits d'émission de carbone fiables, et canaliser le surcroît de revenus vers les petits exploitants agricoles;
  - créer un accès à l'énergie rurale, sous forme de carburants et d'électricité; et
  - promouvoir, parmi les cinq fondations, l'apprentissage en matière de production vivrière et de production durable de biocarburants.
14. Le groupe cible compte au total plus de 50 000 petits agriculteurs résidant dans les pays cibles couverts par les cinq fondations.
15. Le programme, conçu pour une durée de quatre ans, comportera quatre composantes principales:
- a) création d'une URDP et de trois nouvelles fondations nationales et fourniture d'un appui à la gestion des cinq fondations nationales;
  - b) mise en place d'un nouveau système d'agroforesterie orienté vers les cultures vivrières et autres cultures de rente (y compris la noix de jatropha) dans cinq pays de la région Afrique de l'Ouest et du Centre. Cette mise en œuvre comprend une campagne initiale d'orientation et de sensibilisation auprès des organisations paysannes et des projets financés par le FIDA dans chacun des pays cibles, notamment sous la forme de visites de terrain, de voyages d'études, de séminaires/ateliers, de campagnes dans les médias, etc.;
  - c) suivi-évaluation (S&E) des résultats; et
  - d) établissement de bilans et partage des savoirs, des bonnes pratiques et des résultats obtenus.

#### **IV. Résultats et avantages escomptés**

16. Les activités financées sous forme de don et déployées par l'URDP pour l'établissement et la consolidation des cinq fondations devraient permettre la mise sur pied de structures capables d'apporter un appui durable à l'implantation, par les petits agriculteurs, de systèmes d'agroforesterie innovants et axés sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus, parallèlement à l'accès à une énergie produite localement. On escompte également que cette démarche facilitera l'obtention d'investissements complémentaires d'origine tant publique que privée. L'octroi du don aura les effets suivants:
- le ciblage d'un nombre estimatif total de 50 000 petits exploitants agricoles (10 000 par fondation);
  - la plantation/mise en production d'un total estimatif de 10 millions d'arbres par pays d'ici à la fin de 2015;



- la production d'un total estimatif de 30 000 tonnes de noix de jatropha d'ici à la fin de 2018;
- le doublement des revenus des agriculteurs grâce à la vente: i) de noix de jatropha et de ses différents sous-produits; ii) de tiges de sorgho à sucre et de maïs; et iii) de crédits carbone;
- l'amélioration de la sécurité alimentaire des agriculteurs grâce à l'accroissement de la production de sorgho à sucre, de maïs et de produits maraîchers et à la plus grande disponibilité d'espèces pour l'achat de nourriture, grâce à la vente de biocarburants et à la perception de crédits carbone;
- un approvisionnement accru en aliments pour animaux grâce à une meilleure disponibilité de tiges de sorgho à sucre et de maïs et de tourteaux de jatropha;
- la réduction des risques liés au changement climatique grâce au piégeage du carbone par les buissons de jatropha; et
- la publication d'un ouvrage et la présentation des résultats du projet à l'Union économique et monétaire ouest-africaine et au siège du FIDA.

## V. Modalités d'exécution

17. Afin d'utiliser au mieux les infrastructures, les capacités techniques et de gestion existantes, l'URDP sera logée dans les locaux de MBSA et dirigée par un coordonnateur régional basé au Mali, sous la supervision du directeur général de MBSA.
18. Cependant, l'URDP tiendra des états financiers et aura des comptes bancaires distincts, et elle établira des rapports techniques et financiers trimestriels qui seront soumis au FIDA. Le rapport financier et technique annuel sera examiné par un commissaire aux comptes indépendant.
19. Le rôle du coordonnateur régional consistera à: i) fournir aux fondations nationales à but non lucratif des conseils stratégiques et représenter MBSA à leur conseil d'administration respectif; ii) assister, en tant qu'administrateur, le processus d'approbation des budgets et plans de travail annuels des fondations; iii) appuyer les organisations paysannes dans la création de nouvelles fondations et l'obtention de financements; et iv) organiser des réunions annuelles avec les directeurs des fondations afin d'échanger les enseignements tirés.
20. Des fondations sont déjà opérationnelles au Burkina Faso et au Mali, et trois autres seront créées en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Sénégal. Le directeur général de MBSA est actuellement président des deux fondations existantes; cette fonction sera transférée au coordonnateur régional. Les membres fondateurs des fondations sont/seront: MBSA (représentée par le coordonnateur régional) et les agriculteurs. Au cours de la première assemblée générale des fondations, les décisions suivantes seront prises: i) adoption des statuts de la fondation; ii) désignation des membres et du président du Conseil d'administration; iii) nomination du directeur de la fondation; et iv) adoption du plan de travail et budget pour la période 2012-2015.
21. Il est prévu que l'assemblée générale se réunira une fois par an afin d'arrêter les états financiers de la fondation et d'approuver le plan de travail et budget annuel proposé par le directeur. L'assemblée générale établit le plan d'investissement des recettes provenant des crédits carbone, veille à ce que la gestion soit conforme aux dispositions des statuts et du règlement de la fondation, et prodigue des conseils stratégiques au directeur.
22. Chaque fondation nomme un directeur, qui a pour tâches principales: i) la gestion de la fondation; ii) la présentation des rapports financiers, administratifs et techniques à l'assemblée générale de la fondation; et iii) l'élaboration et l'exécution

du plan de certification des crédits carbone. Le directeur est assisté par un contrôleur financier chargé de gérer le logiciel comptable Saari Sage et de deux agents chargés du Système de positionnement universel (GPS) pour le S&E des plantations de jatropha et du développement d'autres cultures. Seront également désignés deux gestionnaires agricoles, placés chacun à la tête d'une équipe de 20 agents de terrain et 30 agents villageois, chargés de gérer les fermes-écoles et leurs agriculteurs. La fondation du Burkina Faso a déjà entamé son processus de certification, et les autres fondations bénéficieront des résultats de cette expérience.

23. **Dispositifs de S&E.** Chaque trimestre, le coordonnateur régional présentera des rapports techniques et financiers au directeur général de MBSA. Ces rapports seront ensuite soumis au fonctionnaire concerné du FIDA et communiqués aux projets financés par le FIDA. Le coordonnateur régional présentera ses résultats en se conformant aux directives de MBSA en la matière.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

24. Le coût total du programme est de 4,3 millions d'USD. La contribution totale du FIDA au programme sera de 500 000 USD. Le cofinancement se monte à 3 800 000 USD.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement (en milliers d'USD)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement<sup>a</sup></i>
1	Personnel <sup>b</sup>	270	950
2	Voyages	29	-
3	Équipement <sup>c</sup>	88	2 250
4	Dépenses de fonctionnement, présentation de rapports et publications	40	600
5	Formation/renforcement des capacités	73	-
	<b>Total</b>	<b>500</b>	<b>3 800</b>

<sup>a</sup> S'il y a lieu, le financement provient de Trees for Travel (organisation à but non lucrative) et de Mali Biocarburant SA.

<sup>b</sup> Uniquement le personnel directement affecté au projet.

<sup>c</sup> Cette catégorie comprend les équipements et les actifs fongibles (installations de production).

# Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	A natural resource and economic base for poor rural women and men that is more resilient to climate change, environmental degradation and market transformation	Incomes of participating farmers and soil quality and management practices in participating fields	Comparison of baseline and end of program period interviews, farm budgets and field assessments	
<b>Objectives</b>	<p>Smallholder focused foundations in Mali and Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Guinea and Senegal able to attract and retain members through provision of key services to farmers(members), while meeting contractual obligations in terms of Jatropha supply;</p> <p>Foster sustainable agroforestry farming systems that reduce soil erosion, improve soil fertility, increase water infiltration and increase yields of basic food crops</p> <p>Add additional incomes to smallholder farmers by producing reliable carbon credits.</p> <p>Operational knowledge acquired by smallholders, farmer organizations, government and other stakeholders for pro-poor biofuel value chains development.</p>	<p>Foundations able to attract and retain an average of 10,000 farmers per foundation. Yields of basic food crops increased by up to 20%. Total amount of carbon credit transfers to each foundation and per farmer.</p> <p>50,000 ha of Jatropha plantations established as per good agronomic and environmental practices recommended; number of Jatropha shrubs/ha planted; total surface planted with sweet sorghum/maize and quantity of sweet sorghum/maize yearly harvested</p> <p>100% increase in current income levels at Y4 thanks to additional incomes from: nuts sale, biofuel production, cereals stalks sale, glycerine sale, carbon credit sale.</p> <p>Policies reflect sustainable approaches to biofuel production and processing</p>	<p>Administrative procedures and records of Foundations</p> <p>Annual field assessments.</p> <p>Annual field assessments.</p> <p>New policies enforced by national Cabinets.</p>	<p>Prices paid for Jatropha and carbon credits received by farmers exceed costs of production and value of any production displacement by Jatropha</p> <p>Agroforestry approach does not result in lower food crop yields due to impacts on water or soils</p>
<b>Outputs</b>	<p>Foundations established in Cote d'Ivoire, Guinea and Senegal</p> <p>Financing plans developed for each foundation to support funding mobilization from IFAD-financed projects and other sources</p> <p>Technical guidance tools produced for Foundations</p>	<p>Foundations registered as per national laws.</p> <p>Financing plans prepared with positive response from IFAD-funded projects and other financiers</p> <p>A Jatropha based farming systems production manual is produced</p>	<p>Legal registration documents.</p> <p>Quarterly and Annual reports.</p> <p>Quarterly and annual reports/field visits reports</p> <p>Copy of the manual</p>	<p>Funding can be mobilized to support implementation of Foundation business plans from IFAD-funded projects and other sources</p>
<b>Key Activities</b>	<p>Orientation/awareness raising with farmer organizations and IFAD-financed projects</p> <p>Establish RDPU</p> <p>Provision of management support to national foundations for organization, administration, business planning, fund raising, marketing, technical back-stopping, etc.</p> <p>Monitoring and Evaluation of Progress of Foundations</p> <p>Knowledge Sharing</p>	<p>One workshop in each country and study visit to Mali</p> <p>RPDU established</p> <p>Number of visits to national foundations by RDPU management;</p> <p>Evaluation/monitoring reports elaborated</p> <p>Material prepared</p>	<p>Workshop reports</p> <p>RPDU up and running</p> <p>Quarterly and annual reports</p> <p>Reports available</p> <p>Materials available</p>	<p>Sufficient interest on part of smallholder farmers and their organizations to join foundations</p>